

LES RÉFUGIÉS

LE PROJET DE LOI C-84—LA NÉCESSITÉ D'APPORTER D'AUTRES AMENDEMENTS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, selon le *Globe and Mail*, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) va peut-être apporter au projet de loi C-84 les amendements qu'il a rejetés catégoriquement, des semaines durant, au Parlement et au comité. S'il commence à se réveiller, c'est bon signe. Toutefois, il va lui falloir faire davantage qu'inspirer un article de journal.

Son projet de loi va sûrement être rejeté par la Cour suprême tant qu'il fera des criminels des Canadiens qui aident des réfugiés sans visa à se présenter à un bureau de l'Immigration au Canada; qu'il permettra aux agents de l'Immigration d'entrer par effraction chez les gens pour y chercher et y saisir à loisir des documents; qu'il prévoira qu'on détienne de nouveaux arrivants simplement parce que le ministre a des doutes à leur sujet et cela, sans leur accorder des droits d'habeas corpus, et qu'il contreviendra à l'engagement du Canada dans le cadre de la Convention des Nations Unies pour les réfugiés en autorisant le renvoi des réfugiés de la mer.

Le ministre devra en rabattre encore davantage.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION

LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR COMME MODÈLE POUR LE MONDE

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, le mois de décembre m'amène à réfléchir sur la paix et sur ce qui se passe à l'étranger, dans des pays qui vont connaître cette année un Noël sanglant, où des gens vont souffrir et pleurer.

Nous, au Canada, en 1987, après seulement trois ans de pouvoir assumé par le parti progressiste conservateur, nous connaissons maintenant: la paix sociale dans le pays, la joie de vivre, la réconciliation de tous les Canadiens et Canadiennes de toutes les parties du pays, un leadership rempli d'humanisme et axé sur la «responsabilisation» et la valorisation de chacun des individus.

Monsieur le Président, les Canadiens et Canadiennes sont maintenant fiers d'eux-mêmes et de leur gouvernement parce qu'ils se sentent utiles et responsables. Ils font confiance à leur premier ministre, et celui-ci le leur rend bien.

Le parti libéral durant des années, sous l'inspiration du NPD, a voulu socialiser le Canada, ce qui a eu comme conséquence d'endetter les Canadiens et les Canadiennes pour plus de 200 milliards de dollars, de miner leur propre confiance et

Article 21 du Règlement

d'établir un climat de méfiance et d'agressivité entre les individus, les groupes culturels et économiques.

Je souhaite de tout coeur, monsieur le Président, que l'année 1988 permettra aux pays qui connaissent des difficultés d'importance telles la guerre et la misère, de se doter d'institutions, de politiques et de gouvernements qui, dans leur esprit, ressembleront à celui actuellement dirigé par le premier ministre du Canada, le très honorable Brian Mulroney.

* * *

L'AÉROSPATIALE

L'EMPLACEMENT DE LA FUTURE AGENCE SPATIALE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, le gouvernement va consacrer 824 millions de dollars au Programme de recherche spatiale. Ce n'est pas de l'argent frais, mais de l'argent qui a été recyclé des budgets du Conseil national de recherches qui, comme on le sait, annonce cette semaine des postes à la fameuse Agence spatiale. Pourtant, on ne sait toujours pas où sera située la fameuse Agence.

En lisant les journaux des derniers jours, j'ai compris pourquoi le premier ministre n'arrivait pas à savoir où se brancher. C'est le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie qui a déclaré que la décision appartenait au premier ministre et qu'elle était essentiellement politique. C'était le 16 septembre.

Aujourd'hui, dans le journal *Le Droit* on rapporte les propos du même ministre qui dit: «Pas encore décidé». On sait que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie nous a dit: «D'ici quelques semaines». On sait même que le ministre nous a dit: «Non, non, jamais, jamais. La décision n'est pas pour demain!»

Mais quand ce gouvernement-là va-t-il se décider à nous dire: L'Agence spatiale... à Ottawa ou à Montréal? Ou bien en partie à Ottawa ou en partie à Montréal? Où sera-t-elle située? Entre deux chaises? Ah! bougez les gars! Ce sont des jobs dans ma circonscription, dans la Capitale nationale.

* * *

[Traduction]

LES DROITS DE LA PERSONNE

LES VIOLATIONS PARTOUT DANS LE MONDE—LE RÔLE QUE DOIVENT JOUER LES PARLEMENTAIRES

M. John Oostrom (Willowdale): Monsieur le Président, demain, le 10 décembre, nous célébrerons la Journée internationale des droits de la personne décrétée par les Nations Unies. Le monde a fait des progrès technologiques tels qu'on peut maintenant défier ou maîtriser les lois de la nature. Toutefois, un lourd nuage plane sur la grandeur de la civilisation.